

Les organisations environnementales estiment, quant à elles, peu probable qu'un cadre environnemental interne élaboré par la SEE soit efficace ou bien divulgué. Elles font état des problèmes soulevés par les ONG environnementales au sujet de projets qui ont obtenu l'aide financière de la SEE, comme celui du barrage des Trois-Gorges, en Chine, la vente de réacteurs nucléaires à la Roumanie, à la Corée et à la Chine, et ceux qui sont à l'origine de déversements de cyanure au Kirghizistan et à la mine d'Omai, en Guyane. Elles croient que le risque de désastre environnemental des projets que finance la SEE est élevé, puisqu'un pourcentage important de ses polices d'assurance contre le risque politique sont souscrites par des sociétés minières et pétrolières.

À leur avis, la solution consiste à exiger que la SEE applique des normes et des processus environnementaux en modifiant la *Loi sur la SEE* dans ce sens.

L'Institut Nord-Sud et le Conseil de l'environnement et des ressources du Pacifique/les Amis de la Terre proposent d'apporter à la *Loi sur la SEE* les importantes modifications suivantes :

- Reconnaître l'importance du développement durable.
- Exiger que la SEE ne finance pas les projets présentant un risque important ou déraisonnable pour l'environnement, la santé et la sécurité, ni les projets réalisés dans des parcs nationaux.
- Assujettir la SEE aux modifications de la *Loi sur le Vérificateur général* (qui exige la préparation d'une « stratégie de développement durable ») et de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.
- Imposer des restrictions législatives claires interdisant à la SEE de financer certains types de projets (notamment les gros réacteurs nucléaires, les projets miniers comportant des déversements de cyanure et les projets d'exploitation de la forêt vierge tropicale).
- Exiger une évaluation, des mesures de filtrage et une surveillance complète pour tous les projets qu'elle envisage de financer.
- Exiger que la SEE applique les normes environnementales les plus élevées, que ce soit celles du pays hôte, du Canada ou de la Banque mondiale.

Elles recommandent également dans leurs mémoires des modifications afin d'exiger, par exemple, des contrats ou des conventions entre la SEE et ses clients quant aux mesures d'atténuation des problèmes environnementaux et aux exigences environnementales des documents de prêt, de même que l'introduction de méthodes comptables permettant de déterminer l'incidence des émissions de gaz à effet de serre. Elles croient, enfin, que l'adoption d'exigences environnementales dans la *Loi sur la SEE* permettrait de mieux harmoniser les pratiques canadiennes et américaines.

Même s'il semble y avoir une tendance générale en faveur d'une reconnaissance accrue des considérations environnementales par les OCE en général, le processus va plus loin aux États-Unis. Toutefois, même si les Américains ont opté pour une approche législative, celle-ci est moins coercitive que celle qui est proposée plus haut. Tenter de légiférer en fonction d'une réalité aussi changeante que les exigences environnementales ne semble pas non plus être une bonne solution.